

SUD-Rail en grève répond aux usagers « perturbés »

SUICIDES CHEZ RENAULT

La situation dramatique que connaît le Technocentre à Guyancourt depuis quelques mois interroge l'ensemble des salariés de Cergy, ainsi que ceux du Groupe. Le mal-vivre qui s'exprime dans l'ingénierie-tertiaire se répand y compris dans les familles, au cœur du foyer des salariés.

Les salariés de l'entreprise viennent travailler pour se construire, consolider leurs projets. Le lieu de travail reste et demeure l'endroit ou l'échange, le dialogue, le partage doivent être le plus élevés. Cet ensemble d'éléments contribue à construire la reconnaissance de l'individu, son estime de soi, son bien être, et le bien vivre ensemble.

A Guyancourt, des salariés soumis à la pression des objectifs, à un management qui lui-même est en tension, manifestent régulièrement leur mal-vivre, leur désarroi. La performance, l'atteinte des objectifs, le «le faire mieux et vite» sont vécus comme des courses sans limite où chacun doit faire la démonstration qu'il est meilleur que tous ses autres collègues. Le management chez Renault a perdu pied. Il doit d'abord répondre à des objectifs sur lesquels il n'a aucun contrôle. Ce système n'est plus maîtrisé et produit des effets irréversibles. Il est urgent que, le PDG Monsieur Ghosn prenne des décisions qui indiquent qu'il prend très au sérieux ces drames par des actions et des actes forts à Guyancourt, comme dans toute l'entreprise. Il ne peut pas attendre, il doit réagir en prenant un certain nombre de dispositions qui permettent rapidement d'analyser la situation à Guyancourt, dans l'entreprise et le Groupe Renault.

Dès maintenant, il doit indiquer aux responsables des ressources humaines l'urgence de la mise en œuvre d'expertises pour lutter contre ce mal vivre. Dès maintenant, il doit soutenir toutes demandes des organisations syndicales qui proposent une expertise indépendante, sur l'origine de ces drames. Dès maintenant, SUD Renault est disponible pour contribuer à toutes réflexions, à toute action, afin que de tels drames n'aient jamais lieu à Cergy et qu'il indiquent à tous les salariés qu'il est possible de lutter contre la solitude et le désespoir.

SUD Renault tout comme les salariés souhaitent que Renault retrouve son image. Renault était un lieu de discussion, il est devenu un lieu de décision. Etre une vitrine sociale ou le salarié peut se construire et avoir un avenir, ne s'oppose pas à la réussite de l'entreprise.

Vous nous interpellez sur le sens de la grève qui a bloqué durant 8 jours la gare St Lazare et plus généralement sur le droit de grève dans les services publics. Nous ne pensons pas que notre réponse vous fera changer d'avis, tout au plus allons-nous essayer de vous fournir l'état de nos réflexions sur le sujet.

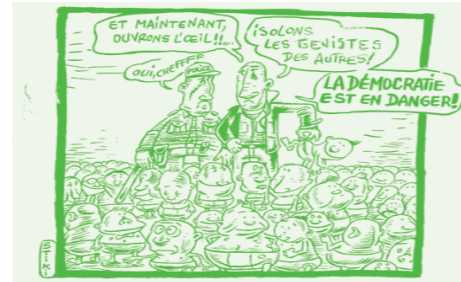
Vous avez constaté combien toute la population, et parfois les plus démunis, peuvent être particulièrement gênés lorsqu'un service public cesse de fonctionner même très partiellement (il est important de souligner que ce mouvement de grève n'a jamais empêché l'entreprise de mettre en place un service minimum et que celui-ci n'a rien résolu). En effet, vous avez pu constater, comme nous, qu'un service minimum est illusoire et qu'il ne peut en aucun cas faire face aux besoins des usagers. En réalité, et les cheminot-e-s le disent depuis de nombreuses années (en particulier depuis que la SNCF baisse ses effectifs sous la pression de son endettement), c'est chaque jour que nous effectuons un service minimum, malheureusement loin de répondre aux besoins de la population de la région parisienne. En conséquence tout mouvement de grève des cheminot-e-s, et, en particulier, des conducteurs a obligatoirement des conséquences dures et pénibles pour l'ensemble des usagers. Conséquences amplifiées par la SNCF, lorsqu'elle annonce un service normal sur l'ensemble du réseau alors qu'il n'y a qu'un train sur deux en réalité. Cela lui permet d'utiliser les médias et les usagers (nos dirigeants disent « clients »...) contre les grévistes.

Alors doit-on nous interdire le droit de grève ? Certains en rêvent. Des interdictions existent dans les pays anglo-saxons, qui ont empêché les agents de s'opposer au démantèlement de leur entreprise publique de service public avec les résultats que l'on connaît en Angleterre, mais aussi en Allemagne, en Hollande etc.... La SNCF malgré tous ses défauts (et nous ne sommes pas les derniers à les souligner...) reste, toujours, une entreprise qui pratique la péréquation (le prix du train est le même partout et quelque soit le type de train) sur l'ensemble du territoire national, qui assure 24h sur 24, 365 jours par an un service public de qualité (même si l'absence de moyen et d'effectif met chaque jour cette qualité en défaut) et dans des conditions de sécurité les meilleures au monde. Nous pensons que les luttes des cheminot-e-s, leur attachement viscéral à la notion d'entreprise publique, notre refus de toute espèce de privatisation est pour beaucoup dans le maintien de la SNCF comme service public. Quelques jours de grève ne valent-ils pas mieux que des transports délabrés, chers et coûteux ? Posez la question aux Londoniens.

**Union locale Solidaires 95 - 38 rue Pierre Butin 95300 à Pontoise
06 72 68 23 38 - sudpostaux95@wanadoo.fr**

Existe-t-il d'autres formes de lutte ou de grève qui ne lèseraient pas les usagers ? Nous y avons pensé et nous avons essayé de pratiquer la grève des contrôles mais outre le fait que le mouvement, dans ce cas, porte sur une toute petite partie du personnel, la répression a été forte contre ces agents et les tentatives ont fait long feu. Mais surtout ce qui empêche un mouvement coordonné de trains gratuits, en dehors du fait que la carte orange est payée à l'avance, c'est qu'un mouvement de grève est imprévisible. Souvent les syndicalistes rêvent d'une action déclenchée au bon moment... et qui fait un flop, alors que quelques jours plus tard les salariés « posent le sac » car le ras le bol est à son comble. Une provocation (ce fut le cas lors de la grève de décembre), une accumulation de problèmes et une majorité du personnel cesse le travail.

Quant à la grève symbolique, avec le brassard comme dans les hôpitaux ou les services d'urgence, nous nous permettrons de citer Patrick Pelloux, médecin urgentiste « Alors à force de tirer sur la corde de la patience, à force de mépris de la hiérarchie, les équipes sont à bout et se mettent en grève. Une grève qui, d'ailleurs ne gêne personne, car nous exerçons le service minimum. Ce qui fait que, dans les pseudo négociation, il ne se passe rien... » (Charlie Hebdo du mercredi 13 décembre 2006). Alors les conducteurs de St Lazare avaient-ils tort de se battre et leurs revendications étaient-elles suffisamment importantes pour motiver un arrêt des circulations ? En rognant sur les temps de pause des conducteurs la direction gagne 7 postes sur la région SNCF de St Lazare (7 chômeurs de plus...). Or ces temps de pause sont nécessaires. Vous imaginez-vous, conduire votre voiture durant 6 heures sans arrêt ? Faites le une fois et même si vous n'avez pas d'accident constatez dans quel état vous êtes. Un conducteur de train travaille 5 ou 6 jours consécutifs (y compris dimanches et fêtes) avec, en moyenne, 6 ou 7 heures de conduite dans des horaires de travail que peu de personnes peuvent soutenir (réveil à 3 ou 4 heures du matin, découchés dans des foyers entre 1h30 et 4h du matin etc...). Dans ces conditions, rogner sur les temps de pause des conducteurs peut provoquer des accidents (franchissement de signaux fermés, perte de vigilance...) avec des centaines de personnes qui dépendent de leur vigilance (dans votre voiture, dans le pire des cas, vous ne toucherez que vous-même et une dizaine de personnes). Que se passe-t-il dans les autres pays dans des cas similaires ? Des accidents comme en Angleterre ou en Allemagne, des trains annulés pour cause d'absence maladie du personnel, dans tous les cas une dégradation importante du service public, plus importante que quelques jours de grève.



Pour conclure, nous pensons que c'est ensemble, usagers et agents du service public, que nous pourrions défendre efficacement un service public de qualité. Cela nous impose une écoute et du respect mutuel. Nous nous engageons, pour notre part, à informer le plus précisément possible les associations d'usagers des conflits possibles et participons à toutes les réunions auxquelles nous pouvons être conviés.

Solidaires 95

Union syndicale

38 rue Pierre Butin - 95300 Pontoise - Tel : 06 72 68 23 38 - sudpostaux95@wanadoo.fr

Agenda :

- ✓ Tous les vendredis rassemblement à 18h devant Virgin Grand Boulevards, pour un soutien à Amandine de SUD Virgine.
- ✓ 22 avril 1er tour des élections présidentielles
- ✓ 06 mai 2ème tour des élections présidentielles
- ✓ 10 et 11 mai conseil national Solidaires
- ✓ 18 au 24 juin formations d'été Solidaires.



SNUI (impôts) - SUD Poste - SUD Rail - SUD Santé sociaux - SUD Renault

Elections présidentielles et législatives : Indépendants mais pleinement engagés

L'Union Syndicale Solidaires interpelle les candidats et appellent plus que jamais les travailleurs à faire valoir leurs droits par l'action ! Si nous tenons particulièrement à notre indépendance syndicale, la défense des intérêts travailleurs nous conduit à prendre toute notre place dans le débat électoral. Nous y faisons valoir les grandes revendications qui nous le pensons correspondent aux besoins de l'immense majorité de la population. Nous estimons que si les politiques ont un rôle à jouer, ils se doivent de prendre des engagements et de les tenir. Ces engagements doivent aller dans le sens d'un progrès social et démocratique.

C'est pourquoi nous interpellons les candidats sur les questions suivantes :

1. Les retraites avec le maintien et l'extension des régimes spéciaux, le retour aux 37 années et demi de cotisations avec une retraite à 75 % basée sur les 6 derniers mois et ce dans le cadre d'un système de répartition
2. Les services publics doivent non seulement être sauvés mais rénovés voire reconstruits. Cela passe par la remise en cause de privatisations, le renforcement de leurs missions avec les moyens budgétaires et en personnel nécessaires, un coup d'arrêt de la déréglimentation.
3. L'emploi avec la lutte contre la précarité, le temps partiel imposé, le refus d'autoriser les entreprises qui font des profits de licenciés, la création massive d'emplois statutaires dans les services publics
4. La préservation de notre environnement avec un plan de rénovation et d'isolation des logements, la promotion d'une agriculture soucieuse de la qualité de la nature et des paysans, la rupture avec le « tout route » pour le développement du Fer
5. Le respect et l'application des 35 heures avec embauches correspondantes et maintien des salaires vers une nouvelle réduction du temps de travail
6. Le droit au logement avec un plan de construction de logements sociaux, le plafonnement des loyers, le respect du quota des 20 % de logements sociaux, l'application de la loi sur les réquisitions
7. Le pouvoir d'achat avec indexation des salaires sur les prix, le SMIC à 1500 euros net, une revalorisation

L'union Solidaires 95 interpelle tous les candidats exceptés ceux d'extrême droite que nous combattons vigoureusement. Nous soulignons le fait qu'au delà de la démagogie et du racisme se cache un programme profondément anti-social.

8. La démocratie avec l'abandon des lois sécuritaires et liberticides, l'arrêt de la criminalisation du mouvement social, le respect des libertés syndicales
9. Un combat pour la paix et le développement, la rupture avec le néo-colonialisme, les politiques d'ajustements structurels, l'arrêt des interventions militaires
10. Une protection sociale de haut niveau pour tous et toutes
11. Une politique fiscale où l'impôt réhabilité sera direct et progressif afin d'être un instrument de redistribution afin d'établir une intervention publique au service du plus grand nombre

immédiate de 150 euros mensuels, le relèvement de tous les minima sociaux

Pour notre Union Syndicale ces questions essentielles s'inscrivent dans une démarche de transformation sociale

qui permettra, sur la base d'une nouvelle répartition des richesses, de satisfaire les besoins du plus grand nombre. Quoiqu'il en soit nous resterons fidèles à nos engagements. Nous ne donnerons pas de consignes de vote. Nous réaffirmons que le facteur essentiel de tout changement sera le fruit d'un engagement collectif et citoyen à travers les mobilisations unitaires et démocratiques qui s'imposent. C'est de cette manière que nous serons entendus par les politiques et surtout par le Médef.



JUSTICE POUR ROLLAND VEUILLET

En 2003, Roland Veuillet était conseiller principal d'éducation au lycée d'éducation Huoda de Nîmes. Juste avant la mobilisation sur les retraites a lieu celle des pions, qui s'opposent à la liquidation de leur catégorie. Le proviseur veut réquisitionner des élèves majeurs pour casser la grève. Roland Veuillet s'y oppose, au nom des statuts. Son geste va lui coûter cher. Il est traduit en conseil de discipline; Lors d'une interminable séance, les élus(e)s du SNES (son syndicat à l'époque, il est à présent à SUD-Education) votent la sanction et font pencher la majorité. Le recteur de Montpellier et le ministre suivent et Roland est muté d'office à Lyon, à 300 km de chez lui.

Depuis Roland n'a jamais cessé de se battre seul ou collectivement pour faire casser la sanction et être réintégré à son poste. Il a fait une vingtaine «d'arbitrair-athons», longues courses à pied ou à la nage dans des lieux symboliques. Le conseil Supérieur de la fonction Publique et le Commissaire du gouvernement ont reconnu que la sanction interrompue par la nomination d'un médiateur, lequel ne se révélera pas du tout médiateur mais inféodé à la hiérarchie.

Le 24 décembre 2006, Roland a entamé une nouvelle grève de la faim. Il est décidé à aller jusqu'au bout.

La solidarité est enfin beaucoup plus active que précédemment. IL y a aujourd'hui unanimité syndicale derrière lui. Samedi 10 février, à son cinquantième jour de grève, Roland a été hospitalisé en urgence. Il refuse la perfusion. Robien, lui refuse toujours de céder.

Les Infos au quotidien sur
[HTTP://veuillet.ouvaton.org](http://veuillet.ouvaton.org).
On y trouve une pétition à signer.

Fiscalement vôtre.

Les véritables enjeux de 2007

Il est vrai que l'impôt est loin d'être un sujet alléchant, mais il n'en demeure pas moins un élément central dans la conception architecturale de la vie en société. Que prenons-nous collectivement en charge, quels biens et services publics, quelles solidarités ? Les choix, les orientations, les réflexions en matière fiscale, ne doivent pas être l'apanage d'un cercle élitiste de bien-pensants, mais doivent faire l'objet d'une active particip-action et d'une réactive mobilisation citoyenne.

En matière d'impôt sur le revenu (IR)

IL est proposé de supprimer « les niches fiscales » ce qui serait une bonne nouvelle. En effet, par de véritables stratégies de défiscalisations, seuls 10% des ménages les plus riches bénéficient de 86 % des réductions d'impôts.

L'IR ne comprendrait plus que 3 tranches qui s'appliqueraient après CSG (0% jusqu'à 7500 € 13% de 7500 € à 50 000 € et 28% au-delà. Or, cette vision se rapproche de la FLAT TAX (impôt à taux unique sur les revenus, la consommation, et parfois les bénéfices. Avec ce système, on assiste à une réduction considérable de la progressivité avec un pilier médian de 13%.

Illustrons, par un exemple chiffré avec le barème 2005 : un salarié, célibataire déclarant 17 000 € par an paye un impôt sur le revenu de 973 € avec un impôt à sur le revenu de 19%, il paiera 3230 €

Un salarié, célibataire, déclarant 100 000 € paye un impôt sur le revenu de 24784 € avec un impôt sur le revenu au taux de 19%, il paiera 19 000€

Suppression, baisse du nombre de tranches, instauration d'un impôt proportionnel, fusion avec la Contribution Sociale généralisée, les projets ne manquent pas et ils auraient tous un impact sur la répartition des richesses.

En matière de TVA, d'impôts locaux :

La TVA n'est que peu abordée, si ce n'est pour considérer l'instauration d'une « TVA sociale. Une hausse de la TVA, destinée aux caisses de sécurité sociale, afin de baisser les cotisations sociales introduirait un peu plus d'injustice dans le système fiscal français : celle-ci impacte plus lourdement les bas revenus (entièrement consacrés à la consommation) que sur les plus hauts revenus (la propension à consommer diminuant au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des revenus). Une augmentation conduirait inéluctablement à un alourdissement du budget des ménages, freinerait davantage la consommation et aurait un effet négatif sur la croissance et l'emploi.

Rien n'est dit sur l'assiette et le rôle de la taxe d'habitation et foncière, alors que ces impôts déjà importants vont s'accroître notamment du fait des transferts de compétences liés à la décentralisation, même si celle-ci se serait faite « pour solde de tout compte ».

Le bouclier fiscal

Un taux maximum de 60% intitulé « bouclier fiscal » est prévu par le projet de loi de finances pour 2006. Il sera calculé en effectuant le rapport entre les revenus et la somme des impôts locaux sur la résidence principale, de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et de l'impôt sur le revenu (IR).

La mesure concernerait environ 100 000 contribuables et son coût s'élèverait à 400 millions d'euros. Sur ce coût global, plus de 250 millions seront versés à une poignée de contribuables (entre 12 000 et 15 000). De fait, la collectivité leur remboursera un montant correspondant à l'équivalent de leurs impôts locaux sur la résidence principale, puisqu'ils atteignent ou sont en voie d'atteindre le plafonnement calculé sur la seule somme de l'IR ou de l'ISF. Il est prévu de le porter à 50%.

En matière d'impôt solidarité sur la fortune et des successions

De nombreuses propositions de lois ont été déposées pour supprimer ou réduire très fortement l'impôt de Solidarité sur la fortune ou les droits de succession. Si elles n'ont pas abouti, elles témoignent cependant de l'impatience de certains d'en découdre avec la fiscalité du patrimoine. Dans un pays où 10% des ménages détiennent 46% du patrimoine, de telles propositions, si elles étaient mises en œuvre, conduiraient à l'explosion des inégalités.

En matière d'imposition des entreprises

L'imposition des bénéfices des entreprises a eu les honneurs présidentiels. Or, on ne le sait que trop peu, la France est dans la moyenne européenne. En effet, si le taux de l'impôt sur les sociétés est apparemment élevé en France, la base est étroite du fait de nombreuses déductions possibles en France.

On aurait préféré voir la France s'exprimer sur l'harmonisation de l'imposition des sociétés en Europe, un chantier sur lequel de nombreux travaux existent mais qui sont sciemment sacrifiés sur l'autel de la concurrence fiscale.

L'impôt est au cœur des choix de société. Les véritables enjeux en matière fiscale reposent sur la notion de redistribution, car comme l'écrivait si bien Gandhi « le monde contient assez de richesses pour les besoins de tous, mais peut-être pas assez pour la cupidité de quelques-uns ».

Une parole collective.

Des travailleurs de la SANTÉ et du SOCIAL.

L'année 2007 est bien entamée. Chacun le sait, plusieurs échéances électorales importantes nous attendent, les unes politiques, les autres syndicales. Il nous faudra saisir chacune d'entre elles pour s'opposer au rouleau compresseur de la marchandisation et du profit, à la logique industrielle et commerciale qui préside au « management » des établissements et à leurs restructurations, à l'accélération du transfert d'activités sociales et/ou de santé publique vers le privé lucratif...

La complicité active des administrateurs publics est connue de tous, une complicité bienveillante... et récompensée : la directrice générale de l'A.P.-H.P. (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris), d'une part, le directeur de l'A.R.H. (Agence Régionale de l'Hospitalisation) d'Ile-de-France viennent de rejoindre le groupe Korian (1^{er} opérateur privé de France en maisons de retraite), après avoir fait passer en force les plans d'économie des gouvernements.

Sans prendre position pour un candidat en particulier, nous avons à porter les débats en tant qu'organisation syndicale sur les vraies urgences sociales et la dénonciation des dérives sécuritaires et xénophobes portées par certains candidats

La question des salaires, du droit au logement, tout simplement du droit à vivre dignement sera au cœur de nos revendications et de nos mobilisations. Les combats sociaux de ces dernières années ont montré qu'il existait des choix alternatifs à ceux qu'on veut nous imposer au nom de la « modernité », de la primauté de la concurrence libre et non faussée (que serait-ce si les Français avaient dit « oui » à ce credo du traité constitutionnel européen !).

Les élections professionnelles d'octobre 2007 dans la fonction publique hospitalière vont constituer un enjeu important, car elles devront nous permettre de renforcer notre place sur l'échiquier de la représentativité. Cette échéance n'est toutefois qu'une étape dans le combat syndical des SUD Santé Sociaux. Nous ne pouvons perdre de vue que les rapports de force s'établissent tous les jours dans la lutte pour la défense des salariés et la nécessité d'une transformation sociale pour un véritable service public de santé et de protection sociale.

En octobre 2008, auront lieu les élections prud'homales qui seront-elles aussi déterminantes pour la représentativité nationale de Solidaires dans le secteur privé ; les occasions ne manqueront pas d'y revenir, mais d'ores et déjà, la campagne est lancée.

Dans la SANTÉ, le gouvernement s'applique à casser le service public, comme partout dans l'Europe libérale, avec la tarification à l'activité, tant appelée des vœux du Medef et des opérateurs de santé privés, avec son lot de plans d'économies, de restructurations des activités, de suppressions d'emplois et de contrats précaires : après (ou avec) tant d'autres, c'est l'hôpital de Lens qui est dans le collimateur, ces temps-ci ; s'il fait malheureusement la

une, ce n'est néanmoins qu'un arbre qui cache la forêt...

Les objectifs de SUD dans les établissements de santé sont donc tracés d'avance : combattre la précarité de l'emploi et la marchandisation parce que ni les malades ni les soignants, ni les personnels administratifs ou généraux ne sont des citrons... à fric.

Dans le secteur SOCIAL, le gouvernement a réussi à faire passer en force avant la fin de la session parlementaire (fin février) le renforcement du contrôle à tous les niveaux, la stigmatisation des populations les plus fragiles : dans ce secteur, l'année 2007 est et sera une année de lutte afin que travailleur social ne rime ni avec travailleur précaire ni avec auxiliaire de police.

L'opposition à une renégociation au rabais de la convention collective du 15 mars 1966 et la résistance aux projets sécuritaires de prévention de la délinquance et de criminalisation tous azimuts sont autant de mobilisations dans lesquelles les syndicats et la fédération nationale resteront fortement engagés.

L'année 2006 a permis de renouer avec la victoire : le retrait du C.P.E., la reconnaissance par le Conseil d'État de la représentativité de Solidaires dans la fonction publique d'État, la victoire de centaine de travailleurs handicapés reconnus comme salariés, des succès locaux contre les fermetures de lits, etc...

Nous espérons renforcer en 2007 cette dynamique en actant enfin la représentativité de SUD Santé Sociaux dans les différentes conventions collectives.

Syndicalistes et citoyens, soyons pugnaces et résistants, déterminés et solidaires !



LA VIE DES

<< SUPER RICHES >>

En 5 ans les riches qui vivaient bien sont devenus des « super riches » !

Le nombre de milliardaires disposant de 1 million de dollars hors résidence principale s'élevait à 9 millions dans le monde l'année dernière, soit 6,5% de plus que l'année précédente.

En France, le club des milliardaires, 360000 personnes, s'étoffe chaque année de 10000 entrants supplémentaires. Plus nombreux ils sont aussi plus ventrus.

Les « supers riches » pesant plus de 30 millions de dollars ont vu leurs effectifs progresser de 10% l'année dernière.

Ils ne savent plus comment dépenser leur argent ; Des portables incrustés de diamants, des yachts aussi grands que des pétroliers, les listes s'allongent pour le dernier modèle de Ferrari ou le sac Kelly d'Hermès etc. Comme ils sont plus nombreux l'offre a du mal à suivre, ils subissent une inflation de 11% par an, 4 fois supérieure à celle de la ménagère habituée aux rayons de l'hyper du coin.

En plus ils n'ont pas de chance la fiscalité les saigne à blanc et grève leur croissance. Ils endurent en plus la jalousie de leurs concitoyens, comme l'ex PDG de carrefour Daniel Bernard, congédié en 2003 avec un pourboire de 29 millions d'euros.

Décimés par le fisc, pourchassés par les envieux, les gros portefeuilles ne doivent leur salut qu'à l'émigration.

Un espoir toutefois : l'UMP et le PS promettent tous deux de combattre l'injustice ?

ACTUALITE POSTALE

Grève au Guichet à Garges : après 5 jours de grève contre une restructuration et ses suppressions d'emplois des avancées significatives ont été obtenues.

Au Centre de Tri Départemental du Val d'Oise la grève se poursuit tous les vendredis soirs pour obtenir une revalorisation de l'heure de nuit et une amélioration des conditions de travail. Pour l'instant les concessions de la Poste sont trop maigres et le mouvement national rentre dans son cinquième mois avec le seul soutien de la Fédération SUD PTT et localement des sections CGT et FO.